
Revue

Le climat est une affaire d'économie

Article paru dans l'édition du 13.12.09

La lutte contre le réchauffement climatique, par quelque bout qu'on l'aborde, se ramène souvent à l'économie et à une question d'argent. C'est d'ailleurs sur cette question que butte, en grande partie, la négociation internationale qui s'est ouverte le 7 décembre à Copenhague. Que coûte et coûtera à l'avenir le réchauffement climatique ? Qui va payer ? Comment répartir l'effort à l'intérieur de chaque pays ? Comment organiser la solidarité entre les vieilles nations industrialisées responsables historiques du réchauffement et les pays en développement, tout en inventant un nouveau modèle de production qui ne soit plus fondé sur l'utilisation des énergies fossiles émettrices de gaz à effet de serre ?

Le rapport du Britannique Nicolas Stern sur l'économie du changement climatique publié en 2006 a permis de faire un grand pas pour éclairer ces enjeux. Mais de là à conclure que les économistes peuvent sauver la planète, comme s'interroge la revue *Regards croisés sur l'économie* dans son numéro de novembre, il y a un pas que la prudence recommande de ne pas franchir. Pour plusieurs raisons, comme le soulignent d'ailleurs plusieurs contributeurs. Peut-être et avant tout parce que le réchauffement appelle d'abord une réponse politique. « L'économie n'est qu'une démarche analytique qui ne peut jamais trancher par elle-même des débats de société », prévient ainsi Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie à Mines Paris Tech en guise d'introduction. Son rôle est « plus modeste. Il se contente de discuter des moyens et non de prescrire des fins », poursuit-il. Deuxième raison : les économistes avancent avec le climat sur un terrain inhabituel marqué par de grandes incertitudes.

Cette précaution étant posée, ce recueil composé d'une quinzaine d'articles assez courts a pour premier intérêt de montrer que la communauté des économistes est loin de parler d'une seule voix. Katheline Schubert, professeur d'économie à l'université Panthéon-Sorbonne, souligne les limites de la boîte à outils dont disposent les économistes pour penser le changement climatique. Les modèles

économiques ne sont pas en mesure de prendre en compte les risques de catastrophes que les climatologues prédisent pourtant au-delà d'un certain seuil d'élévation des températures. Cette limite devrait, pour Martin Weitzman, conduire « à raisonner tout à fait différemment et axer les travaux futurs sur une meilleure prise en compte des risques de catastrophes ».

Renvoyé à un rôle de modeste conseil, l'économiste n'est pour autant pas neutre. La vision qu'il se fait de l'avenir - autrement dit ses hypothèses de travail - conditionne évidemment ses recommandations. Celle, pessimiste, de Nicolas Stern explique qu'il juge nécessaire d'engager dès maintenant une action massive pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le climat est aussi affaire d'économie car, derrière la nécessité de lutter contre le réchauffement, il existe pour les trois quarts de l'humanité - Asie, Amérique latine et plus encore Afrique - un enjeu de développement. Sortir de la pauvreté pour les pays les plus démunis d'entre eux, consolider leur formidable ascension pour les pays émergents... La dernière partie de la revue aborde cet enjeu central de la négociation de Copenhague et montre qu'à défaut d'une solution coopérative, le climat risque de devenir une source de conflit majeur. La création d'un système d'ajustement aux frontières de l'Europe pour pénaliser les pays sans politique climatique ambitieuse n'étant qu'une possibilité jusqu'à présent concrètement évoquée.

Laurence Caramel